

Les Engagés estiment qu'il faut augmenter le budget de la justice d'un milliard d'euros

POLITIQUE

Embauches, investissements et intelligence artificielle... À sept mois du scrutin, les Engagés exposent leur plan pour la justice et la police.

L'attentat du 16 octobre dans les rues de Bruxelles a mis en lumière, selon de nombreux observateurs, les problèmes découlant des sous-investissements dans la police et la justice.

Les Engagés, présents à tous les niveaux de pouvoir dans l'opposition, ont présenté ce lundi leur vaste plan pour ces deux secteurs. À l'image de ce que l'ex-cdH avait proposé pour la fiscalité et l'énergie, ce plan comprend des propositions spécifiques pour ces domaines particuliers.

« Pour réaliser ce plan, nous avons rencontré plus de 100 interlocuteurs », explique Maxime Prévot, le président des Engagés. « Avec la justice et la police, on parle ici de missions régaliennes essentielles



PHOTO NEWS
Pour les Engagés, il faut embaucher d'urgence des policiers.

qui doivent apporter de l'apaisement dans notre société. Or, il n'y a pas une administration qui a été autant asséchée d'un point de vue budgétaire. Ce n'est pas seulement désobligeant vis-à-vis de la magistrature ou de la police. Ça l'est aussi vis-à-vis des citoyens. »

Refinancement global

La pierre angulaire des propositions des Engagés concerne les budgets. Le parti constate que selon des statistiques du Conseil de l'Europe, le budget justice de l'État belge n'équivaut qu'à 0,22 % de son PIB. Selon le parti cen-

triste, la Belgique devrait atteindre, via des augmentations par palier, la moyenne européenne de 0,43 % du PIB d'ici 2030. Ce qui signifierait une augmentation du budget de la justice d'un milliard d'euros.

« Nous avons 40 % de juges en moins que la moyenne européenne », estime Vanessa Matz. « Du côté de la police, ce n'est pas mieux, il manque 1 720 effectifs opérationnels pour la police fédérale et 1 526 effectifs opérationnels pour les polices locales. » Pour Maxime Prévot, qui estime que ces augmentations de budgets doivent trouver leur financement dans une vaste réforme de la fiscalité, « l'effort doit permettre un fonctionnement efficient de l'ordre judiciaire et faire entrer la justice dans une nouvelle ère au service de nos citoyens. »

Le parti estime qu'il faut prioritairement remplir à 100 % les cadres prévus par la loi, tant dans la magistrature que la police. Ce qui implique l'engagement de 258 magistrats et 3 684 policiers.

1 500 policiers de plus

En ce qui concerne la police, les Engagés préconisent d'augmenter, à l'horizon 2030, les budgets de 320 millions d'euros. Ce qui permettrait le renforcement des effectifs avec 1 500 policiers supplémentaires en plus du cadre. Ils estiment aussi qu'il faut réduire drastiquement les tâches administratives et mettre en place une véritable politique de lutte contre les violences policières.

Enfin, pour rétablir la confiance dans la justice et la police, les Engagés proposent un doublement du plafond de l'aide financière pour les victimes d'actes intentionnels et une réduction de la durée de la procédure d'indemnisation. La digitalisation des procédures et l'introduction judicieuse de l'intelligence artificielle sont au cœur de leur stratégie. « L'intelligence artificielle, qu'on le veuille ou non, c'est le tsunami du siècle », conclut Maxime Prévot. « À un moment donné, on doit pouvoir saisir les opportunités. »

GUILLAUME BARKHUYSEN 2

« La prison fabrique des récidivistes »

En Belgique, le taux de récidive atteint près de 60 %. Un détenu sur quatre récidive dans les deux ans. Pour Vanessa Matz, la prison « fabrique des récidivistes ». La députée souligne donc la nécessité de sanctions « qui font sens », proposant ainsi d'ajuster les amendes et les transactions en fonction du revenu. « En Belgique, on a aussi une série de choses qui sont à notre disposition et qui ne sont pas utilisées faute de moyens. Il faut promouvoir l'utilisation des peines alternatives à la prison, en embauchant par exemple des assistants de justice », ajoute Vanessa Matz.

Dans le catalogue d'idées des Engagés, figurent une exécution plus rapide des peines et une préparation à la réinsertion tout au long de la détention. « Évidemment, il faut conserver la prison pour les cas les plus graves », explique Vanessa Matz. « Il ne faut pas faire de l'angélisme. Un certain nombre de personnes doivent passer par la case prison. Cependant, cette peine de prison doit avoir un objectif. » Pour alléger la charge des tribunaux pénaux, les Engagés préconisent une extension des sanctions administratives commu-



PHOTO NEWS
La députée fédérale Vanessa Matz l'affirme : « Une peine de prison doit avoir un objectif. »

nales, l'utilisation accrue du « plaider coupable » ou encore la promotion de la médiation pénale.

Enfin, le parti de Maxime Prévot suggère d'élargir le système des transactions pénales ou encore de créer des chambres spécialisées pour juger certaines formes de délinquance telles que le cyberharcèlement et les violences conjugales, voire la mise en place de chambres « de traitement contre les assuétudes ». G.BARK.

Politique judiciaire : le parti centriste pointe quatre défis prioritaires

La lutte contre la grande criminalité et le narcotrafic :

Pour faire face aux problématiques liées aux trafics, les Engagés recommandent un renforcement de la police judiciaire fédérale, avec une augmentation d'au moins 1 000 équivalents temps plein.

La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme :

Selon les Engagés, il est essentiel de mettre en œuvre toutes les recommandations issues de la commission d'enquête parlementaire « Attentats ». Ils préconisent aussi une meilleure coordination entre les services de renseignement et de sécurité.

La lutte contre les différentes formes de cybercriminalité :

Le parti centriste estime nécessaire de s'investir davantage dans l'identification et l'analyse des risques. De plus, ils proposent le développement de la cyberaide pour les victimes de cyberviolence sur les réseaux sociaux.

La lutte contre les violences familiales et sexuelles :

Face au constat alarmant que 40 000 plaintes pour violences conjugales sont enregistrées chaque année en Belgique et à la réalité que 81 % des violences sexuelles sont subies avant l'âge de 18 ans, les Engagés recommandent la création d'une commission parlementaire spéciale sur les violences sexuelles sur mineurs. Ils préconisent également un meilleur accompagnement des victimes dès leur accueil dans un commissariat ou un hôpital. G.BARK.

Le plan des Engagés pour redynamiser les fonctions régaliennes

■ Maxime Prévot et Vanessa Matz ont exposé les ambitions du mouvement.

La députée fédérale Vanessa Matz (Les Engagés) n'a de cesse de le répéter depuis des mois: les manques de moyens de la justice et de la police mettent en danger le fonctionnement démocratique du pays. Elle l'a encore récemment exprimé, à *La Libre*, mettant notamment en exergue le manque criant de magistrats et de policiers.

En organisant une conférence de presse, lundi, en présence du président Maxime Prévot, Les Engagés veulent démontrer que le mauvais état des fonctions régaliennes est, pour eux, une véritable préoccupation. *"Les gens veulent des solutions. Nous n'agissons pas comme un parti d'opposition, mais comme un parti qui veut prendre ses responsabilités en la matière. Sinon, ce sont les extrêmes de tout bord qui en profite-*

ront", expliquent Maxime Prévot et Vanessa Matz. Et pour donner un second souffle à la police et à la justice, Les Engagés ont un plan.

Moins de moyens, mais plus d'affaires

La recette n'a *"rien de miraculeux"*, prévient Maxime Prévot, qui estime que le plan fonctionnera *"si on avance par paliers, ce qui permettra de régler structurellement les problèmes"*. D'abord – tant pour la justice que pour la police – en remplissant les cadres pour faire en sorte que les effectifs nécessaires soient engagés. Selon les données livrées par Vanessa Matz, il manque 260 magistrats sur l'ensemble du territoire et près de 3 600 policiers dans la police intégrée (locale et fédérale). *"En vingt ans, nous avons perdu pas moins de 1000 enquêteurs à la police judiciaire. Plus globalement, le budget de la police fédérale a été amputé, durant les 20 dernières années, de près de 400 millions d'euros"*, détaille la députée. La mission première, c'est donc d'engager. Et pour engager, il faut investir. Car *"le budget 2020 consacré à la justice en Belgique est*

de 0,22% du PIB, soit un chiffre inférieur à la moyenne européenne, qui est de 0,43% du PIB. Pour le dire autrement, notre justice dispose d'un budget deux fois moins élevé que la moyenne européenne pour trois fois plus d'affaires à traiter", déplore Vanessa Matz.

Dans le plan présenté, qui serait financé par une réforme fiscale, Les Engagés prévoient de consacrer progressivement jusqu'à un milliard (à raison de 200 millions par an) pour la justice et 325 millions d'euros de plus à l'horizon 2030. Les Engagés ont aussi d'autres propositions à faire valoir, comme l'initiation des jeunes aux principes juridiques à l'école, via les cours de citoyenneté, l'élargissement de l'aide juridique, le doublement du plafond de l'aide aux victimes (actuellement à 125 000 euros). Le mouvement propose également, pour alléger le travail des tribunaux pénaux, d'élargir le champ des transactions pénales ou encore d'étendre la possibilité d'infliger une sanction administrative communale (SAC).

Maryam Benayad

1 milliard

pour la justice

Les Engagés prévoient de consacrer progressivement jusqu'à un milliard d'euros à l'horizon 2030 et 325 millions d'euros de plus pour la police.

“Il manque 3 600 policiers et 260 magistrats en Belgique”

SÉCURITÉ

Les Engagés regrettent un manque de confiance de la population envers la justice. Leur plan vise à contrer à cette situation.

Les Engagés veulent placer la sécurité au cœur de la campagne électorale. Ce lundi, ils ont présenté le long plan Justice et Police sur lequel s'appuiera leur vision sécuritaire. Ce plan, préparé depuis plus d'un an par la députée Vanessa Matz, est le résultat d'un travail "acharné" mené au sein des commissions parlementaires Justice et Intérieur. C'est l'aboutissement de concertations avec les acteurs de la justice et les corps de police, de consultations avec les chercheurs et d'auditions de justiciables.

La parlementaire observe qu'il manque 3600 policiers en Belgique. Il manque également 260 magistrats. "Notre justice est trop lente!" Elle déplore le "manque de confiance totale de la population envers la justice" et regrette que le budget consacré à la justice soit si bas (0,22% du PIB contre une moyenne européenne de 0,43% du PIB). "La justice dispose d'un budget deux fois moins élevé que la moyenne européenne pour trois fois plus d'affaires!"

"La sécurité entre dans le top 3 des préoccupations de la population", opine Maxime Prévot, président des Engagés, qui rejette l'idée d'aller chasser sur les terres du MR. "Le MR surfe sur la vague sécuritaire, mais on rappelle que c'est sous le gouvernement Michel que l'on a diminué le soutien à la police et à la justice."

Les Engagés ont listé 10 priorités pour remédier aux défaillances de la justice et de la police. Ils veulent rendre le droit et les procédures plus accessi-

bles. Mieux accompagner et aider les victimes doit être une priorité. Ils appellent à améliorer les conditions de travail des acteurs de la justice et de la police. La justice et ses procédures doivent être plus efficaces. Les Engagés réclament une police intégrée tournée vers l'avenir. Ils demandent la possibilité de prendre des sanctions qui ont du sens. On notera l'idée d'autoriser plus largement le fonctionnaire sanctionnateur à infliger des SAC.

“La sécurité entre dans le top 3 des préoccupations de la population”.

Les Engagés veulent lutter contre la grande criminalité et le narcotrafic, mais également contre le terrorisme et l'extrémisme. Ils exigent aussi de mettre des moyens pour lutter contre la cybercriminalité. Enfin, ils pressent les autorités à aller plus loin dans la lutte contre les violences familiales et sexuelles. "Il faut lever le tabou sur la question de l'inceste", éclaire Vanessa Matz.

Bien sûr, toutes ces mesures auront un coût. Mais Maxime Prévot et ses troupes considèrent qu'il s'agit d'un investissement qui rapporte beaucoup. Pour renforcer la justice, Les Engagés réclament d'augmenter progressivement son financement pour atteindre le milliard d'euros supplémentaires à l'horizon 2030. Pour la police, l'investissement devrait atteindre les 320 millions d'euros supplémentaires à l'horizon 2030.



Vanessa Matz et Maxime Prévot veulent renforcer la justice et la police. © D.R.